



Ateliers mutualisés : comment faire communauté

Les ateliers du collectif d'artistes Non-étoile à la tour Orion à Montreuil.

© Eva Foucault.

En bas : Artagon à Pantin.

Photo : Artagon.

Suffit-il d'occuper un même espace pour faire communauté ? À rebours de l'image romantique de l'atelier de l'artiste, seul face à la création, les lieux de travail mutualisés se multiplient en France. Pour quels bénéfices et avec quelles contreparties ?

PAR LICIA DEMURO ET MAGALI LESAUVAGE



Dans l'atrium de l'ancien collège Jean-Lolive de Pantin (Seine-Saint-Denis), des femmes d'une association locale s'affairent autour d'un sapin de Noël. Dans quelques jours, enfants et adolescents du quartier des Quatre-Chemins viendront célébrer les fêtes de fin d'année et partager un goûter, avant de repartir avec un cadeau. Dans une salle adjacente, l'AG d'une autre association se prépare. Au-dessus, dans les coursives, l'ambiance est studieuse. Artagon, « lieu collectif de vie, de travail, d'échange et d'apprentissage », est une ruche tranquille. Une centaine d'artistes y partagent des ateliers aménagés dans les anciennes salles de classe de l'établissement, mis à disposition par la Ville de Pantin. On y trouve aussi des bureaux logeant des associations liées à la création, comme Contemporaines, engagée pour l'égalité de genres dans l'art, des critiques d'art et curatrices, ou encore la revue *Manifesto XXI*. Un jardin et une cuisine partagés, des ateliers son, bois et vidéo font du lieu un petit éden pour jeunes artistes, dont beaucoup vivent non loin de là, dans un département aux loyers moins élevés qu'à Paris intra-muros. Dans quelques semaines, la première promotion, installée depuis 18 mois, laissera la place à la suivante. C'est le cas de Camille Juthier, qui quitte avec regret les 40 mètres carrés baignés de lumière dont elle bénéficie au dernier étage, contre un loyer de 100 euros par mois. « Ici il y a une vraie cohésion,



Artagon à Pantin.

Photo : Artagon.



« On ne subit pas de pression aux résultats. Des rencontres peuvent être organisées avec des professionnels du milieu, mais on montre notre travail si on veut, quand on veut. »

CAMILLE JUTHIER, ARTISTE.

on forme une communauté, apprécie l'artiste. Et on ne subit pas de pression aux résultats. Des rencontres peuvent être organisées avec des professionnels du milieu, mais on montre notre travail si on veut, quand on veut. » Elle souligne par ailleurs l'engagement du lieu pour informer les artistes sur leurs droits. Des professionnels de l'art viennent donner des conférences, tandis que Delphine Toutain, de l'agence TADA, assure une formation à la comptabilité et à l'administration, le tout gratuitement. *« Ça m'a changé la vie, je suis beaucoup moins angoissée par les aspects administratifs de la vie d'artiste »,* sourit Camille Juthier. Ainsi les artistes en début de carrière trouvent là ce qu'on enseigne encore peu en école d'art, et bénéficient d'un réel suivi.

Moteurs de développement

Développer les territoires par l'art et la culture, via la reconversion d'édifices inoccupés en espaces temporaires de création, est devenu un modèle majeur pour toute métropole. La stratégie est de *« favoriser une économie créative en articulant industries et politiques culturelles, en développant des locaux pour ces activités et en mettant en synergie artistes, acteurs culturels et économiques, universitaires, aménageurs et habitants »*, explique la sociologue Cécile Offroy dans son Étude sur sept lieux de coopération artistiques. Nombreux sont les acteurs publics comme privés à y avoir adhéré depuis 2019, année du lancement par le gouvernement du programme interministériel Nouveaux lieux, nouveaux liens, piloté par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT). Preuve en est l'explosion du nombre de « tiers-lieux », passé de 1 800 en 2018 à 3 500 en 2023. La reconnaissance institutionnelle de ces établissements est le résultat d'une longue mobilisation de leurs initiateurs, souvent issus de la scène alternative. Ce sont pour la plupart des artistes en quête d'espaces de production et de mise en relation, comme le souligne dans « Les lieux culturels intermédiaires » le socio-économiste de la culture Philippe Henry. L'identité qui les relie est l'affirmation

« La stratégie est de favoriser une économie créative en articulant industries et politiques culturelles, en développant des locaux pour ces activités et en mettant en synergie artistes, acteurs culturels et économiques, universitaires, aménageurs et habitants. »

CÉCILE OFFROY, SOCIOLOGUE.

« Par la mutualisation des ateliers et des outils de production s'élabore ainsi une forme de récupération d'un patrimoine commun, géré depuis une dynamique d'agir soi-même au sein d'une communauté solidaire et autonome. »

MARIE DAGONNEAU, CHERCHEUSE EN GÉOGRAPHIE SOCIALE.

Les ateliers du collectif d'artistes Non-étoile à la tour Orion à Montreuil.

© Yves Bartlett.

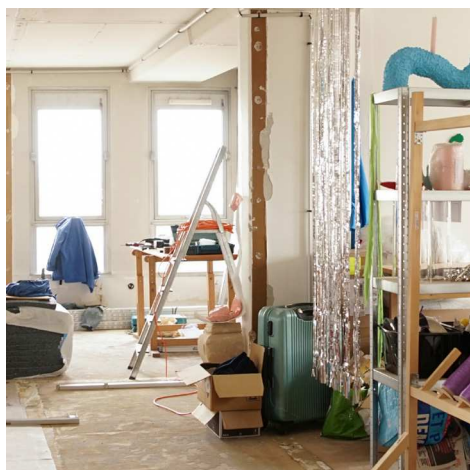


d'une posture collective, où la rencontre prédomine face à la tendance entrepreneuriale concurrentielle de l'industrie culturelle. Par la mutualisation des ateliers et des outils de production s'élabore ainsi une forme de « récupération d'un patrimoine commun, géré depuis une dynamique d'agir soi-même au sein d'une communauté solidaire et autonome », affirme Marie Dagonneau, chercheuse en géographie sociale. Une synergie approfondie par la sociologue Elsa Vivant dans sa thèse, qui expose comment « la culture off » contribue à l'enrichissement socioculturel de l'espace urbain, générant des bénéfiques – également d'ordre économiques – qui sont aujourd'hui pris en compte dans les opérations d'urbanisme.

Mais malgré les récentes politiques mêlant art et développement urbain, les retombées réelles de ces lieux restent soumises à la durabilité de leur implantation. En effet, les bâtiments occupés sont souvent des espaces laissés en friche, en attente de rénovation ou de transformation. Ce caractère éphémère induit une fragilisation de leur modèle financier. D'autre part, il précarise les impacts humains des projets menés, du fait de la pression immobilière qui cherche à capitaliser les effets de développement de ces mêmes lieux, dans un processus de gentrification désormais bien connu. Selon l'esprit néolibéral de l'« incubateur » d'entreprises, les artistes savent qu'ils ne sont là qu'à court ou moyen terme, ce qui a une incidence sur leur pratique comme sur leur état d'esprit. Camille Juthier, qui pratique la sculpture et l'installation, le souligne : « Je savais que je ne resterai pas longtemps donc j'ai réalisé des pièces pas trop grandes, faciles à transporter ». La précarité reste l'horizon : « Ces 18 mois ont très vite passé, ce jeu de "chaises musicales" est assez frustrant. On sait qu'on doit rester mobiles, souples... »

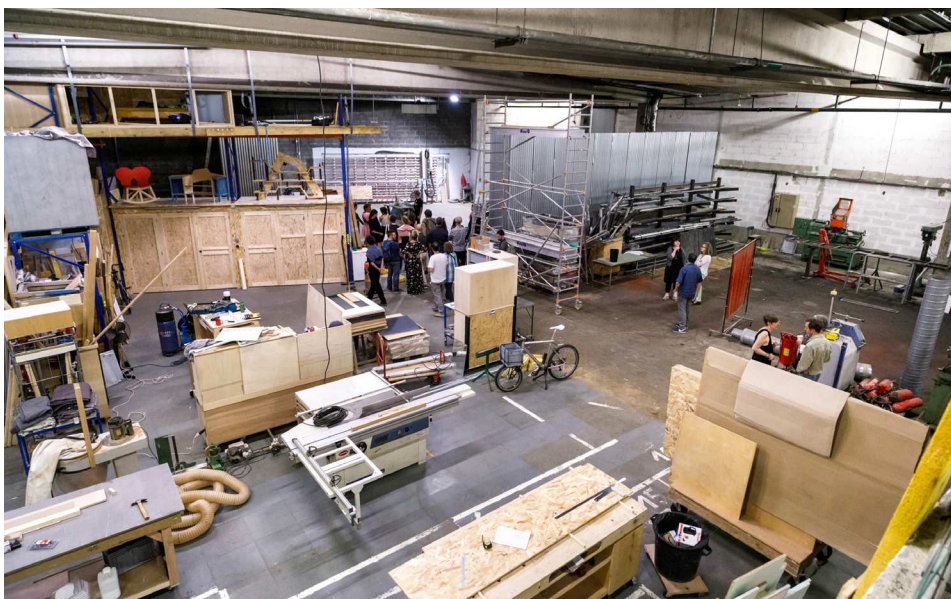
Autogestion

Depuis les premiers rapprochements entre le ministère de la Culture et la scène artistique alternative, marqués par la visite du délégué aux arts plastiques Guy Amsellem au squat d'artistes du 59 rue de Rivoli à Paris en 1999, les lieux de production artistique ont connu une normalisation progressive. Pourtant, ➔



Les ateliers du collectif
d'artistes Non-étoile à la tour
Orion à Montreuil.

Le Wonder à Bagnolet.
© Salim Santa Lucia.



« Les lieux portés par les nouvelles générations d'artistes ont une préoccupation d'inclusion et de visibilité des personnes et catégories sociologiques absentes du tissu économique ou médiatique, ou des lieux d'art eux-mêmes. »

RAPHAËL HAZIOT, URBANISTE.

lorsque Michel Duffour, secrétaire d'État au patrimoine et à la décentralisation culturelle, confie en 2001 à Fabrice Lextrait, initiateur de la Friche la Belle de Mai à Marseille, un rapport sur les « nouveaux territoires de l'art », l'intention est factuelle. Il s'agit de « *construire une approche raisonnée afin que les services du ministère de la Culture puissent mieux les repérer, les écouter et les accompagner sans pour autant les institutionnaliser, les enfermer dans des catégories ou créer un nouveau label* ». Le rapport mettait en valeur des fonctionnements en autogestion, ancrés dans le territoire grâce à des projets ouverts sur les quartiers et leurs habitants. Une nouvelle ère de légitimation s'ouvre alors en faisant émerger de nouvelles initiatives, comme celle du collectif d'artistes Curry Vavart qui, face au cruel manque d'ateliers en Île-de-France, s'organise pour développer un modèle légal d'occupation artistique temporaire dans des bâtiments désaffectés. Bien que le format d'occupation reste éphémère, le principe de convivialité et d'hospitalité dans la ville s'affirme comme fil conducteur de leurs actions, lesquelles se veulent attentives à la question des droits culturels, inscrits dans la loi française depuis seulement 2015.

Le syncrétisme des cultures *in* et *off* est transformé en dispositif au croisement des champs culturel, économique et social, dès lors que certaines occupations proposent également des logements ou habitations d'urgence destinées aux personnes sans domicile ou en situation irrégulière. À Marseille, les lieux portés par les nouvelles générations d'artistes, massivement installés sur le territoire depuis 2015 et conscients de l'effet gentrificateur de leur activité, tentent d'y pallier en injectant dans leurs projets une « *préoccupation d'inclusion et de visibilité des personnes et catégories sociologiques absentes du tissu économique ou médiatique, ou des lieux d'art eux-mêmes* », analyse l'urbaniste Raphaël Haziot.

Nouveaux intermédiaires

Ce principe d'occupation temporaire en soutien à la création a néanmoins été rattrapé par la libéralisation économique de la culture, suscitant l'apparition de nouveaux négociateurs. Des entités qui ont pour but de jouer les intermédiaires entre les artistes et les propriétaires immobiliers ainsi que les instances politiques. La société coopérative Plateau Urbain, par exemple, en a fait son activité principale, déployée partout en France. Après une étape inaugurale aux Grands Voisins, premier grand lieu parisien d'ateliers partagés investi par les pouvoirs publics et les bailleurs, on la retrouve aujourd'hui à la tour Orion, à Montreuil, ou encore à Coco Velten, à Marseille (où est également installé Artagon).

Dans un autre style, Poush a permis, en 2020, l'aménagement d'ateliers pour 250 artistes et 10 curateurs (réunis dans le « bureau des penseur-euses ») →



Une exposition à Poush, Aubervilliers.

Tous droits réservés.

Poush, installé dans une ancienne usine à Aubervilliers.

Tous droits réservés.



« *C'est un peu l'ambiance start-up ici.* »

UNE RÉSIDENTE DE Poush

dans une ancienne usine de parfum laissée vacante à Aubervilliers, après avoir occupé une tour à Clichy, dans le nord-ouest de Paris. Porté par l'agence de production Manifesto, Poush y a développé un modèle d'occupation temporaire davantage tourné vers le marché de l'art et la professionnalisation des artistes sélectionnés en interne (moyenne d'âge de 35 ans), délaissant l'intention sociale traditionnellement associée à ce type d'initiatives. « *C'est un peu l'ambiance start-up ici* », ironise une résidente. Très peu de liens y sont entretenus avec le quartier, l'un des plus défavorisés du 93. Le lieu lui-même ressemble à un fortin, dans lequel on pénètre via de nombreux sas de sécurité. « *Chaque artiste reste dans son coin, il n'y a pas vraiment de solidarité, pas de prise de conscience du commun, dans l'organisation comme dans les outils. On trouve même un certain esprit de compétition* », raconte un autre artiste, qui partage un atelier de 60 mètres carrés pour 750 euros par mois. Le gros avantage, selon lui : « *Il y a beaucoup de passage. Tout le monde vient, même les équipes de François Pinault et Bernard Arnault ! C'est un lieu repéré, animé, qui attire du monde* ». Un accompagnement y est là aussi proposé : ainsi TADA intervient également à Poush.

Certains adressent quelques reproches à la structure. Comme le fait que Manifesto (fondatrice mais distincte de l'association pour le développement des lieux de création artistique, ADLCA, qui gère Poush) conseille l'Arabie saoudite pour les équipements artistiques d'AlUla. Ou encore une ligne, dans le contrat de bail, qui encourage les artistes sans galerie à lui verser un pourcentage de la vente de leurs œuvres si celle-ci a été facilitée par Poush. Ici, en revanche, pas de limite dans le temps, comme à Artagon. Les résidents restent tant qu'ils règlent leur loyer : mais à raison d'environ 11 euros le mètre carré hors taxes, beaucoup disent avoir du mal à payer. Son directeur artistique, Yvannoé Kruger, fait valoir le montant élevé des charges nécessaires à faire tourner ce gigantesque campus de 20 000 mètres carrés : énergie, travaux, accompagnement à la production, formations, expositions..., que ne viennent pas compenser les privatisations d'espaces ni les aides publiques et le mécénat, jugés encore trop faibles. « *Les équipes se donnent* »

« *Il y a beaucoup de passage. Tout le monde vient, même les équipes de François Pinault et Bernard Arnault ! C'est un lieu repéré, animé, qui attire du monde.* »

UN RÉSIDENT DE Poush.

« Acheter collectivement les bâtiments s'est imposé comme l'une des solutions pour les communautés usagères face à la pression foncière. »

**LAURA AUFRÈRE, COORDINATRICE
DU COLLECTIF BERMUDA.**

corps et âme », souligne le commissaire d'exposition. Quant aux artistes, ils ne sont pas représentés au conseil d'administration, qui compte essentiellement des directeurs d'institutions. « *On y songe* », rétorque Yvannoé Kruger, occupé à chercher un nouveau point de chute : le bail signé avec la Société de la Tour Eiffel court jusqu'en décembre 2024.

Vers l'autonomie

Nombreux sont toutefois les lieux qui restent gérés en direct par les artistes. Mais ces derniers font état de difficultés éreintantes, comme en atteste la tribune publiée en 2021 par le collectif Le Wonder, aujourd'hui installé à Bobigny. Contraint de déménager et de réhabiliter sans cesse les espaces occupés, il négocie directement avec les bailleurs. Ici les tarifs et services sont intéressants : chaque mois, chacun paie 150 euros pour accéder au gigantesque parc de machines, espaces communs et services, tandis que le loyer d'un atelier de 50 mètres carrés est de 350 euros.

Face à l'augmentation des loyers, à la courte durée des baux et à la pression immobilière, un noyau dur de lieux s'est organisé pour donner naissance à la société foncière coopérative La Main, Foncièrement culturelle et envisager la propriété collective comme outil de pérennisation. « *Pour garantir la mise en œuvre des pratiques artistiques de chacun, la pérennisation des lieux est essentielle. Acheter collectivement les bâtiments s'est imposé comme l'une des solutions pour les communautés usagères face à la pression foncière* », soutient sa coordinatrice Laura Aufrère. Acquérir un terrain à plusieurs et y bâtir un lieu de vie et de production a été le pari difficile mais réussi du collectif bermuda, établi à Sergy, dans l'Ain. Ses membres ont ainsi conçu et travaillé au chantier de 2018 à 2022, en imaginant des espaces sur mesure, en adéquation avec leurs besoins et leurs valeurs. La phase de chantier a été le déclencheur d'un programme de résidence intitulé « Les Bâtitisseurs », au cours duquel des artistes et des architectes ont été invités à intervenir sur l'édifice en cours de construction, « *faisant de la temporalité du chantier un espace d'expérimentation à part entière* ».

Ainsi la critique institutionnelle semble avoir laissé la place à la critique « infrastructurelle », comme l'expose l'essai collectif *Between the Material and the Possible* (Presses du réel, 2022). Selon les auteurs de l'ouvrage, artistes et professionnels de l'art explorent aujourd'hui « *le potentiel des perspectives et des scénarios créatifs liés aux infrastructures* ». Certaines existent déjà, d'autres restent à bâtir.



Les ateliers du collectif bermuda à Sergy.

© Guillaume Robert, 2023.

